

2 octobre 1985 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, au dîner offert en l'honneur de M. le Secrétaire général du Comité central du PCUS et de Mme Mickhaïl Gorbatchev, sur la politique étrangère de la France et les relations franco-soviétiques, Paris, Palais de l'Élysée, mercredi 2 octobre 1985.

Monsieur le Secrétaire général,

- Vous avez choisi la France pour votre premier voyage en Occident après votre prise de fonctions. Soyez assuré que nous y sommes sensibles et que nous vous accueillons avec le sentiment qu'il s'agit d'un événement d'importance pour nos relations bilatérales et pour la recherche des équilibres nécessaires en Europe et dans le monde.

- Vous êtes, monsieur le Secrétaire général, et vous madame, les bienvenus dans notre pays, non seulement pour la qualité de vos personnes mais aussi parce que cette rencontre s'inscrit dans une ligne historique plusieurs fois séculaire à laquelle nous sommes, à laquelle je suis personnellement attaché. Reprenant à mon compte les propos que l'un de mes prédécesseurs tenait à l'un des vôtres, ici-même à Paris, dans une même circonstance, je dirai que "la coopération franco-soviétique constitue un élément fondamental de notre politique étrangère".

- La constance de cette coopération s'est affirmée depuis la dernière guerre mondiale et, plus précisément depuis le voyage du général de Gaulle à Moscou, où, le 10 décembre 1944, il signa avec Joseph Staline un "pacte d'alliance franco-soviétique".

- Bien des Parisiens se souviennent de la visite de M. Khrouchtchev dans notre capitale en mars 1960. Vous n'avez pas oublié celle que vous fit de nouveau le général de Gaulle en 1966. C'est à partir de là qu'il fut décidé de donner à ces rendez-vous un tour périodique. Ainsi MM. Pompidou et Giscard d'Estaing allèrent-ils chacun, à trois reprises, au devant de M. Brejnev, tandis que ce dernier fut quatre fois notre hôte. Vous voyez qu'en dépit des difficultés et des vicissitudes d'une période incommode à vivre pour le monde entier le dialogue s'est poursuivi, enrichi à travers le temps. Certes, le rythme s'est ralenti après 1981. Je retiendrai pour explication première l'accroissement des tensions en Europe autour de l'installation des forces nucléaires intermédiaires, reflet de la détérioration du climat entre les deux plus grandes puissances, dont vous êtes. Mais votre commune volonté d'instaurer entre nous, en dehors de toute distinction idéologique, un dialogue ouvert et constructif, a prévalu sur des circonstances que j'espère transitoires. C'est ce que j'ai pu exposer à M. Tchernenko, lorsqu'à mon tour, l'an dernier, je me suis rendu à Moscou. Puis à vous-même, monsieur le secrétaire général, aussi bien le 13 mars de cette année, jour de deuil pour votre pays, `décès de Constantin Tchernenko`, que cet après-midi, où nous avons commencé d'examiner, pour contribuer à les résoudre, les graves problèmes en suspens dont dépendent la paix ou la guerre, le développement ou la pauvreté, une société de droit ou le règne de la force. La position de la France, en ces domaines, vous est connue. Permettez-moi d'en retracer ici l'essentiel.\

Je ne vous étonnerai pas si j'exprime d'abord mes réserves sur la politique des blocs désormais

élargie à l'échelle planétaire et notre vœu d'en voir la fin. Vous savez que nous considérons comme la base du droit des nations la non ingérence dans les affaires d'autrui. Nous sommes fidèles à notre, à nos alliances, que nous voulons fermement défensives et dans le champ d'action qui leur est dévolu. Nous privilégions les liens qui nous unissent à d'autres pays d'Europe, au sein de la Communauté des Dix, bientôt des Douze et nous souhaitons les renforcer. Par dessus tout, nous veillons au respect de notre indépendance nationale et nous nous en donnons les moyens culturels, politiques, économiques et militaires. Affirmer pour soi ces principes revient, assurément, à les accepter pour les autres. Nous connaissons, monsieur le Secrétaire général, le patriotisme profond des peuples de l'Union soviétique, nous admirons la détermination, le courage qu'ils montrent chaque fois qu'ils ont à défendre leur terre. Nous respectons vos alliances et vos choix. Nous ne nous mêlons pas des affaires qui relèvent de votre souveraineté. Et il ne s'agit pas là, pour moi, de simples clauses de style ou de langage diplomatique.

- Notre appartenance à des alliances militaires et à des systèmes économiques et politiques différents, commande de part et d'autre une considération mutuelle, un parler net, une volonté de dialogue, afin que l'esprit d'ouverture l'emporte sur l'incompréhension. Nous vous remercions, à cet égard, monsieur le Secrétaire général, d'avoir montré l'exemple en traitant, comme vous l'avez fait au cours de notre premier entretien de cet après-midi, les questions majeures du temps présent.

Nous avons parlé, on s'en doute, du désarmement. Je résumerai ici en peu de mots l'objectif de la France : que l'équilibre des forces, nucléaires et conventionnelles, équilibre indispensable au maintien de la paix, se situe au plus bas niveau possible et que les mesures prises à cet effet soient soumises à un contrôle sérieux. C'est autour de ces thèmes que s'organisera ou non la détente que j'appelle de mes vœux.

- C'est dire l'intérêt que nous portons à l'actuelle conférence de Stockholm dont j'attends, malgré ses lenteurs, qu'elle restaure peu à peu la confiance et qu'elle prépare pour l'an prochain l'accord des 35 pays participants.

- C'est dire l'actualité que gardent à nos yeux les dispositions d'Helsinki sur les questions relatives à la sécurité en Europe et en Méditerranée, comme sur "le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction".

- C'est dire l'importance que revêt la négociation de Genève, dont l'objet, selon le communiqué soviéto-américain de janvier dernier, est de mettre un terme à la course aux armements sur terre et de la prévenir dans l'espace.

- C'est dire avec quelle attention nous observons ce qui se passe dans l'espace. Il est normal que l'homme moderne veuille s'en assurer la maîtrise. Et qu'il cherche à connaître les secrets de la nature qui lui échappent encore. Je n'ignore pas non plus qu'existe déjà une certaine "militarisation de l'espace". Mais la sagesse est que les traités sur les missiles antibalistiques ou ABM soient respectés et qu'à Genève les deux principales puissances trouvent les voies d'un compromis raisonnable pour tous. Quoi qu'il en soit, si la France peut, dans telle ou telle enceinte ou dans le dialogue qu'elle poursuit avec vous et les Etats-Unis, apporter sa contribution, ce sera dans l'esprit qui a toujours été le sien, qui est de développer les résultats de la science sur un plan pacifique, conforme aux espoirs qu'avaient fait naître le vol de Gagarine en 1961 et l'arrivée sur la lune en juillet 1969 des astronautes américains.

- La France, qui se réjouit de concourir avec dix sept autres pays européens à un grand programme de recherche dans les technologies de pointe - le projet Eureka - et qui, avec certains d'entre eux, se place au premier rang de l'industrie spatiale - Ariane notamment - n'entend pas disperser ses efforts au-delà.

Monsieur le Secrétaire général, la préservation de la paix et de la stabilité dans le monde ne se limite pas au seul désarmement, bien que l'on puisse, ou plutôt que l'on doive en parler encore en liant les deux notions désarmement - développement. Prenons garde aux menaces potentielles que recèle l'aggravation des disparités entre le Nord et le Sud. Les pays industrialisés n'ont pas assez réalisé que la lutte contre la faim et le sous-développement était pour eux une tâche

assez réaliste que la lutte contre la famine et le sous-développement était pour eux une tâche prioritaire. Puissent nos entretiens, qui ne font que commencer, nous permettre également de réfléchir aux moyens d'alléger la souffrance et d'atténuer les crises que connaît le monde actuel au Proche-Orient, en Asie, en Amérique latine, en Afrique. Tout peuple est en droit de disposer de lui-même.\

Monsieur le Secrétaire général, j'ai été frappé par le message que le Presidium du Soviet Suprême m'a adressé à l'occasion de notre fête nationale du 14 juillet, et qui se terminait par la constatation que, depuis 40 ans, l'Europe était en paix. Cette formule, dans laquelle nous nous reconnaissons, correspond à un sentiment profond chez les Européens membres de la Communauté. Car un problème n'existe plus entre eux : celui de la menace militaire. C'est grâce à leur réconciliation que la France et l'Allemagne, qui par trois fois en un siècle se sont violemment déchirées ont su qu'un conflit qui les opposerait était inconcevable. Vous êtes le premier dirigeant de l'Union soviétique à avoir reconnu, en cette Europe de la communauté, une entité politique. Pourquoi ne pas imaginer que nous pourrions progressivement, par des voies qu'il est trop tôt pour décrire, aller vers une pratique européenne plus large ? Vous connaissez l'attachement que la France éprouve non seulement pour ses relations avec l'URSS, mais aussi pour cette Europe centrale dont tant de liens historiques et culturels la rapprochent. L'histoire et la géographie se conjuguent pour nous y inviter.\

Mais revenons, si vous le voulez bien, à nos -rapports bilatéraux. A l'exception de la période troublée des débuts de la révolution russe, voici près d'un siècle et demi que nos deux pays n'ont été en guerre l'un contre l'autre. Ils ont été alliés. Si l'Union soviétique garde en mémoire, comme un symbole, l'escadrille Normandie-Niemen parmi tant d'autres actions accomplies par la Résistance française, les Français, eux, n'oublient pas que le peuple russe a sacrifié, au cours de la seconde guerre mondiale, vingt millions des siens, et qu'ils lui doivent pour une part héroïque, leur liberté. Il n'est pas d'autre peuple dans le monde qui ait exercé sur l'histoire contemporaine une influence comparable à celle que le peuple français et le peuple russe doivent à leurs Révolutions.

- Paradoxalement peut-être, dans cette Europe si riche en civilisations, il existe comme une affinité particulière entre la culture française et la culture russe. L'influence de la langue et de la littérature française se lit chez vos grands écrivains classiques. Mais sans Pouchkine et Lermontov, sans Gogol, Dostoïevski, Tolstoï, l'intelligentsia française de la fin du 19ème siècle et du début du 20ème n'aurait pas été ce qu'elle fut. Qui dira le pouvoir des idées et du génie lorsqu'il s'agit de transcender les idéologies ? Si nous regardons dans l'immédiat devant nous, nos échanges artistiques s'annoncent brillants. A la fin de l'année 1985, la Comédie française sera à Leningrad et à Moscou, au début de 1986, l'orchestre de Paris fera le même chemin. Le Bolchoï viendra à Paris. Une grande exposition sur le Siècle des Lumières, en France et en Russie, pourra être admirée tour à tour par les parisiens et les habitants de Leningrad. N'est-ce pas un heureux présage que de mettre ainsi nos rencontres sous le signe des lumières ?\

Nous avons d'autres ambitions encore. Les six premiers mois de l'année 1985 ont fait apparaître entre nous un rééquilibrage de la balance commerciale, des contrats pour de grands projets ont été conclus, d'autres devraient l'être prochainement. Je suis persuadé, monsieur le Secrétaire général, que ce que vous verrez de la France, consolidera dans votre esprit nos liens économiques et scientifiques.

- Arrivé à ce point de mon propos, et sensible encore aux symboles, rappellerai-je que l'astronote français Jean-Loup Chrétien a participé en 1982 à un vol habité soviétique et que les sondes soviétiques vers la comète de Halley comportaient pour l'exploration de Vénus des équipements français qui ont parfaitement rempli leur rôle ? Eh bien la France aussi ouvrira ses techniques à qui lui fera confiance pour la seule conquête qu'elle recherche : celle du savoir humain.

- Monsieur le Secrétaire général, au moment de lever mon verre en votre honneur et en l'honneur de Mme Gorbatchev qui nous fait le grand plaisir d'être à vos côtés et que je salue au nom de mon pays en formant pour elle, pour vous, pour votre famille et ceux qui vous sont chers, mes vœux de réussite et de santé, mes vœux aussi de bon séjour.

- Je tiens à célébrer les vertus d'un grand peuple, le vôtre, et à lui souhaiter paix et bonheur.\